

RHÔNE Distribution

Bjorg, Bonneterre et cie ve

Sur un marché concurrentiel mais ô combien porteur, l'acteur rhodanien Bjorg, Bonneterre et compagnie s'est taillé, au fil du temps, la part du lion. Une place de leader national qu'il compte bien garder.

En ce jeudi ensoleillé de février, Daniel Tirat, directeur général de Bjorg, Bonneterre et compagnie ne cache pas sa joie : sa "Ruche", nouveau siège social à Saint-Genis-Laval, est opérationnelle après presque deux années de travaux et d'aménagements.

Avec ce siège immense (5 400 m², sur deux étages), éco-responsable et conçu pour favoriser le bien-être au travail, la marque entend bien rappeler son poids de leader du bio français. Les extérieurs ne sont pas encore finis et les moutons qui assureront la tonte des pelouses ne sont pas encore arrivés. Pourtant, à Bjorg, Bonneterre et compagnie, on pense déjà à l'après : pour les 280 collaborateurs, 318 postes ont été installés. « Et nous avons une réserve de 400 m² pour une croissance future », précise Émilie Lowenbach, responsable RSE (Responsabilité sociale de l'entreprise).

70 % vers les GMS, 30 % vers les enseignes spécialisées

Il faut dire que sur le marché porteur de l'alimentation bio, l'entreprise affiche une croissance à deux chiffres : plus de 50 % depuis 2013, selon Daniel Tirat. Et ce n'est pas fini : sur ce marché encore à la marge (le bio représenterait 3,5 %

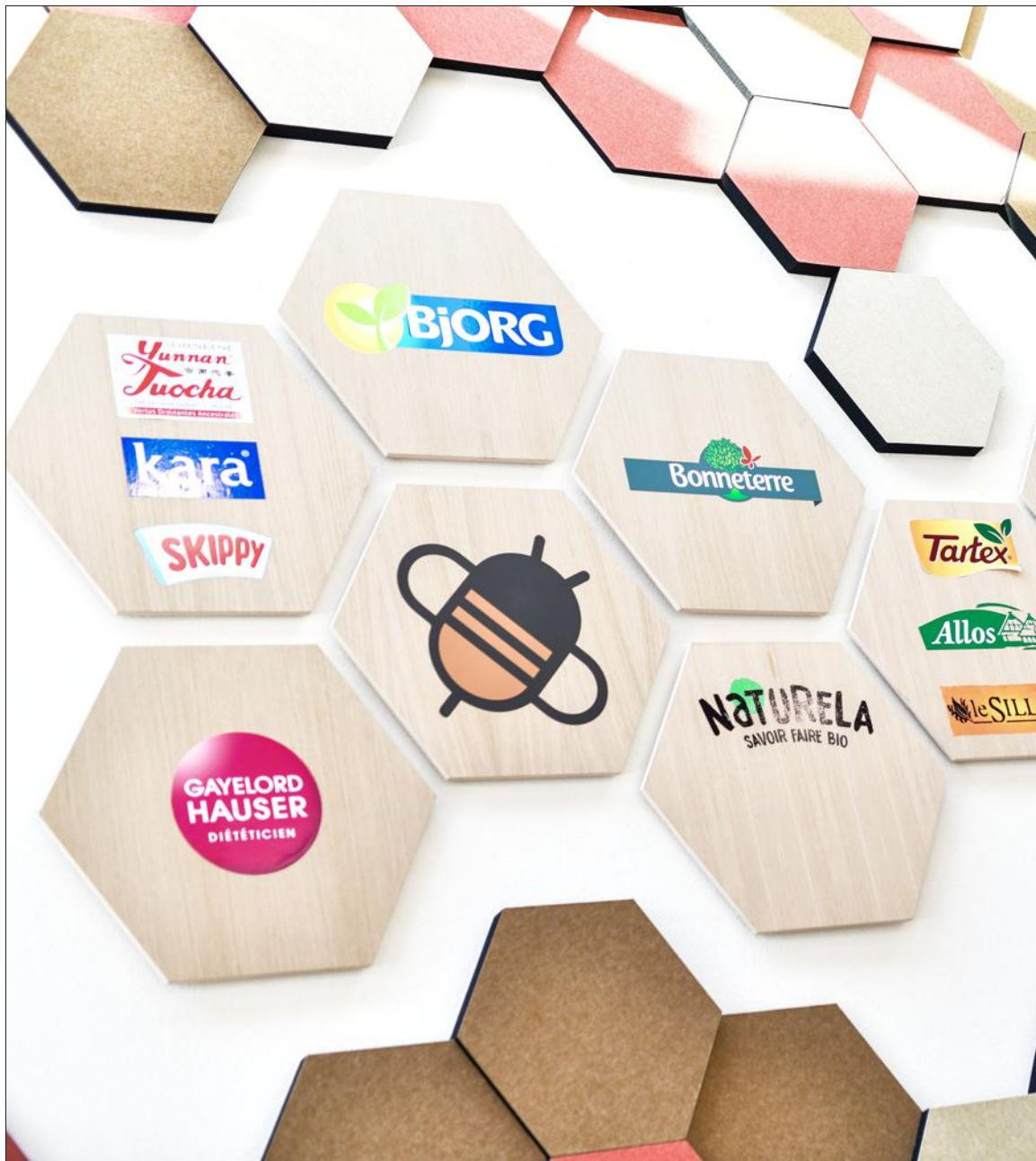
de la consommation alimentaire en France, selon l'Agence bio), tout un travail de conquête est à faire !

Pour le réaliser, Bjorg, Bonneterre et compagnie s'appuie sur une forte présence en grandes et moyennes surfaces (70% de la distribution) et en enseignes spécialisées (30%). « Ces deux marchés ont des rôles bien différents, détaille Daniel Tirat. Si les GMS (Grandes et moyennes surfaces) permettent de toucher un public large, les enseignes spécialisées permettent aux petites marques de se développer plus vite. Et d'innover, de tester des niches. » À l'image, cite-t-il, de la marque de thé bio Destinations ou de produits saisonniers comme le Munster bio.

Qu'on ne s'y trompe pas : l'enjeu commercial se situe bien dans les GMS, au sein desquelles le marché du bio se développe de façon exponentielle, la plupart des enseignes ayant développé leur marque. Pour tirer son épingle du jeu, attirer les consommateurs vers la bio et augmenter leur panier moyen, l'entreprise mise notamment sur sa marque phare Bjorg, qui a conquis au fil de ses 30 ans d'existence une forte notoriété.

Et sur une gamme sans cesse élargie de nouveaux produits : environ 70 personnes travaillent à sortir une centaine de nouveautés chaque année. Surfant sur les nouvelles formes de consommation et sur l'attrait des politiques publiques pour le bio, Bjorg, Bonneterre et compagnie entend également continuer à se développer sur l'achat en ligne et en investissant les cantines scolaires.

Marie ALBESSARD



Bjorg, Bonneterre et compagnie détient 19 marques, dont 15 en propre. Photo ESoudan-77

363

C'est, en millions d'euros, le chiffre d'affaires de Bjorg, Bonneterre et compagnie pour l'année 2017. La bio représente environ 80 % du chiffre d'affaires de la marque. La marque Bjorg, à elle seule, représente environ 50 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

19

C'est le nombre de marques sous le giron de Bjorg, Bonneterre et compagnie. Quinze d'entre elles sont des marques en propre et 5 sont distribuées (comme Krisprolls, par exemple). Bjorg est la plus emblématique de toutes les marques de l'entreprise et la plus connue des consommateurs.

480

C'est le nombre total de salariés de Bjorg, Bonneterre et compagnie. Parmi eux, 280 collaborateurs travaillent sur le site de Saint-Genis-Laval, les autres étant des commerciaux mobiles ou basés sur le site de production de Bordeaux (lire ci-contre).

18

C'est le nombre de points de parts de marché sur le secteur des grandes et moyennes surfaces, ce qui fait de Bjorg, Bonneterre et compagnie le leader du bio sur ce segment. Selon l'Agence Bio, le bio se développe fortement dans les GMS. Les produits d'épicerie, par exemple, ont progressé de 27 %, les fruits et légumes frais de 22 % (2017).

20

C'est le nombre de mois de travaux qui ont été nécessaires pour construire "La Ruche", le nouveau siège social de l'entreprise, basée à Saint-Genis-Laval. Ce nouveau siège de 5 400 m² a été construit à côté de l'ancien, grâce à une réserve foncière de trois hectares. Un quart des collaborateurs de l'entreprise a été mobilisé sur le projet.



ut rester leader sur le bio



Trois types d'espaces créés par Bjorg, Bonneterre et cie pour favoriser le bien-être des salariés



Les salariés peuvent travailler dans différents espaces. Photo ©ESoudan-30

■ 1. Des lieux pour déconnecter

À "La Ruche", le nouveau siège de Bjorg, Bonneterre et compagnie, deux salles de sport ont été créées : dans l'une, des professeurs interviennent (à la charge de l'entreprise) et proposent neuf cours différents par semaine : zumba, yoga, pilates, danse, self-defense, etc. L'autre est accessible en libre-service. Un coach intervient également pour accompagner les salariés volontaires à la course à pied. Par ailleurs, une salle de repos a été mise en place avec un espace pour faire la sieste.

■ 2. Des espaces de travail pour s'adapter à tous les usages

Dans "La Ruche", 318 postes ont été créés. Tous sont en open space, y compris celui du directeur. Mais pour s'adapter aux différents moments et aux différents usages, les locaux proposent d'autres espaces : des salles de réu-

nion de différentes tailles, une salle de silence propice à la concentration, une salle de créativité, des espaces avec des canapés pour une réunion informelle. La volonté de l'entreprise était de s'adapter à tous les modes de travail et de favoriser les échanges. Ainsi, les métiers ne sont plus cloisonnés entre eux et les équipes projet sont pluridisciplinaires.

■ 3. Des espaces ouverts sur l'extérieur

Le siège social "La Ruche" a été conçu pour favoriser le lien avec l'extérieur. 400 m² de terrasse verront le jour au printemps et les lieux ont été pensés pour faire entrer largement la lumière naturelle. Au printemps, les salariés pourront également profiter d'un potager de 131 m² et d'un verger composé de 10 variétés d'arbres fruitiers. Par ailleurs, la tonte des pelouses extérieures sera assurée par cinq moutons.

D'où vient le bio de Bjorg, Bonneterre et cie ?

L'entreprise Bjorg, Bonneterre et compagnie a développé un modèle d'approvisionnement spécifique : d'une part, elle produit une partie de ses produits et d'autre part, elle s'approvisionne auprès de producteurs.

■ Les thés, cafés... Fabriqués directement par l'entreprise

Bjorg, Bonneterre et compagnie produit une partie de ses produits, à savoir les thés, cafés, les boissons végétales et les céréales de petit-déjeuner. L'entreprise dispose de plusieurs usines historiques, à Bordeaux (torréfaction), en Italie (boissons végétales), en Allemagne (céréales) et en Angleterre (conditionnement des thés).

■ Un réseau de partenaires fournisseurs

Pour tous ses autres produits, l'entreprise travaille avec un réseau de partenaires. Plus de 200, selon Bjorg, Bonneterre et compagnie. Par exemple, l'entreprise travaille avec deux chocolatiers Italiens. « Ces partenaires sont quasi exclusive-

ment en Europe et pour les deux-tiers en France », précise Daniel Tirat, DG de l'entreprise. Le dirigeant précise par ailleurs qu'une grande partie de ces fournisseurs sont des PME. Ceux qui ne sont pas situés en France sont basés dans les pays limitrophes : en Italie, en Allemagne, en Belgique et en Espagne. Pourquoi des partenaires hors de France ? « Il s'agit de partenariats historiques, que nous avons travaillé en proche Europe », répond Daniel Tirat.

■ Plusieurs labels pour l'alimentation et la RSE

Bjorg, Bonneterre et compagnie bénéficie - selon ses marques - des labels AB et Commerce équitable. L'entreprise bénéficie également de deux autres labels sanctionnant sa politique RSE : "Bio entreprise durable" et le label Be Corp. Avec sa "Ruche", Bjorg, Bonneterre et compagnie espère avoir le label américain Well, plaçant le bien-être du salarié au cœur de l'entreprise.



Bjorg, Bonneterre et compagnie produit elle-même certains de ses produits. Photo Le Progrès/Marie ALBESSARD

RHÔNE CINÉMAS

Comment la Région se positionne sur la production cinématographique

Lyon et sa région pourraient-elles devenir le nouvel eldorado des réalisateurs ? La Région y croit ! Pour preuve, elle investit massivement pour attirer des tournages sur ses terres.

«C'est la deuxième année consécutive qu'un court-métrage co-produit par la Région remporte un César !», souligne d'emblée Florence Verney-Carron, vice-présidente à la culture de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Point commun entre «Fatima» de Philippe Faucon ou «Ma vie de courgette» de Céline Sciamma : ils ont été tournés dans la région et co-produits par la Région.

15 longs-métrages tournés en 2017

En 2017, 15 longs-métrages ont été tournés en Auvergne Rhône-Alpes (285 jours de tournage). Pour des retombées conséquentes : les longs-métrages génèreraient chaque année entre 5,5 et 6 millions d'euros de dépenses sur le territoire, en grande majorité d'emplois directs (mais aussi les décors et costumes, transports, défraiements, moyens techniques...). Soit 3,5€ de retombée pour 1€ investi par Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma pour les longs-métrages (moins lucratifs que les séries, lire ci-contre). Le CNC - Centrenational du cinéma - attribue des aides sur dossier à tout stade de création (de l'écriture du scénario à la distribution du film). Il par-



■ Une scène du film «Les Lyonnais» d'Olivier Marchal en tournage à Lyon. Photo Richard MOUILLAUD

ticipe au fonds d'aide régional dans le cadre des mesures dites du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité ». Le CNC investit ainsi 1 million d'euros (pour 2 de la Région) pour la co-production de longs-métrages via Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma (dont la SA est détenue par la Région, Bpifrance et la Caisse d'épargne Auvergne-Rhône-Alpes). Depuis sa création en 1991, ce fonds a financé environ 350 films. À raison d'un investissement moyen de 280 000 € par long-métrage (soit 5 à 10% du coût du projet), la structure récupère 20 à 30% des recettes du film. «Outre l'aspect artistique, notre critère pour choisir de co-produire un film, c'est le lien avec le territoire (tournage, post-produc-

tion...) : les retombées économiques doivent être au moins équivalentes au montant que l'on investit» détaille Grégory Faes, directeur général d'Auvergne-Rhône-Alpes cinéma.

10€ de retombées pour 1€ d'aide

La Région finance par ailleurs les oeuvres audiovisuelles, les courts-métrages et les nouveaux formats via son propre fonds d'aide (FACCAM). En 2017, 84 projets ont été financés via un investissement de 2,25 millions d'euros. Ce fonds générerait 10€ de retombées économiques directes pour 1€ d'aide, soit 22,5 millions. «Notre enjeu est de développer

une politique d'accueil et d'aides pour que notre région soit repérée», détaille Florence Verney-Carron, vice-présidente à la culture de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Nous avons une filière structurée, des pôles d'excellence (Lussac pour le documentaire, Annecy pour l'animation, NDLR), une capacité d'accueil, un bassin de techniciens...» Manière de dire que la région aimerait devenir l'eldorado des réalisateurs... «En Rhône-Alpes, nous avons des montagnes, des lacs... énumère Grégory Faes. Avec l'Auvergne, nous gagnons des châteaux et des territoires vierges. Il ne nous manque que la mer...»

Marie Albessard

FOCUS

Les séries TV se tournent à Lyon



■ L'équipe de tournage de la série «Chérif», tournée à Lyon. Photo Michel NIELLY

«Disparue», «Chérif», «On va s'aimer un peu, beaucoup...» De plus en plus de séries tv se tournent à Lyon : «En 2017, nous avons compté 645 jours de tournage, soit 150 jours de plus qu'en 2016» détaille Florence Verney-Carron, vice-présidente à la culture de la Région. Une croissance qui serait liée, selon elle, à la politique d'accueil et de facilitation des tournages mise en place... et qui se révèle très lucrative. «Pour la série «On va s'aimer, un peu, beaucoup...» 80% des équipes techniques ont été recrutées localement. Cette série génère 4 millions d'euros de retombées». Autre exemple : «Insoupçonnable» (diffusion en 2018) a engendré 3,2 millions de retombées économiques, pour 130 000€ d'aides de la Région. Soit un ratio de 25€ pour 1€ d'aide.

Le top 5 des films tournés dans le Rhône (Classement réalisé depuis 1991- Nombre d'entrées)



1^{er} "Un crime au paradis" de Jean Becker (2001) 2,13 millions d'entrées



2^e "Les Enfants du marais" de Jean Becker (1999) 2,12 millions d'entrées



3^e "Lucie Aubrac" de Claude Berri (1997) 1,7 million d'entrées



4^e "Les Lyonnais" de Olivier Marchal (2011) 1,3 million d'entrées



5^e "Les Émotifs anonymes" de Jean-Pierre Am  ris (2010) 1,2 million d'entrées

VILLEURBANNE SERVICES

2400 tonnes de textile collecté à Lyon

Acteur majoritaire de la collecte de textile dans le Rhône, Le Relais 69 valorise 97 % des textiles récupérés. Il emploie une vingtaine de personnes à Villeurbanne.

Les conteneurs blancs au logo bleu qui maillent la ville et les magasins de seconde main Ding Fring font maintenant partie du décor lyonnais. Implanté depuis 2011 dans la capitale des Gaules, Le Relais – émanation d'Emmaüs – est l'acteur historique de la collecte et de la valorisation textile. « Mais le but premier du Relais, c'est la lutte contre l'exclusion », rappelle Xavier Herrero, 31 ans, responsable adjoint du Relais 69.

Une vingtaine de salariés dans le Rhône

Créé il y a trente-cinq ans dans le but d'insérer dans l'emploi des personnes en situation d'exclusion, Le Relais est à présent le leader national sur ce marché (il collecte 67 % des déchets textiles) et emploie, via ses 32 Relais locaux, 19 centres de tri et 83 boutiques de l'Hexagone, plus de 2 000 personnes, dont une vingtaine dans le Rhône. Dans le département, cette entreprise à but d'insertion sous le format Scop est également l'acteur principal de la collecte textile, grâce à son centre de collecte à Villeurbanne : « Les vêtements y sont reconditionnés, c'est-à-dire emballés pour faciliter leur transport vers les centres de tri, ceux de Pélussin (Loire) et de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) », précise Xavier Herrero. La quinzaine de chauffeurs et de ma-



■ Xavier Herrero est le responsable adjoint du Relais 69, collectant chaque jour, en moyenne, 10 tonnes de textiles dans le Rhône, une partie de la Loire et de l'Ain. DR

nutitionnaires en insertion dans l'entreprise ne chôment pas : chaque jour, en moyenne 10 tonnes de textiles sont collectées dans le Rhône, une partie de la Loire et de l'Ain. Ces déchets sont issus à plus de 90 % des conteneurs des 4^e, 5^e, 6^e et 9^e arrondissements couverts par le Relais ⁽¹⁾ ainsi que des points de

collectes privés (121 au total) et des déchèteries de Caluire-et-Cuire, Rillieux-la-Pape, Francheville, Pierre-Bénite, Champagne-Mont-d'Or.

« Nous essayons de militer pour une société plus solidaire, plus respectueuse des hommes et de l'environnement, expose Xavier Herrero. Moi qui suis formé com-

me ingénieur environnemental, je suis sensible à notre mission car en réduisant les déchets, nous agissons pour le développement durable. C'est un grand enjeu mondial : il faut que l'on trouve des solutions à notre hyperconsommation, qui nous met en difficulté. »

3000 tonnes de textile ont été collectées en 2017 par le Relais 69. La tendance est nettement à la hausse pour 2018.

Et les chiffres sont saisissants : en 2017, le Relais 69 a réceptionné environ 3 000 tonnes de textile, dont 2 400 tonnes sur la seule métropole. Les prévisions donnent le tournis : la tendance du tonnage de la collecte 2018 - selon les estimations du responsable adjoint - serait de 9 à 10 % supérieure à celle de l'année passée. « Cela s'explique par les meilleures pratiques des usagers, qui valorisent davantage ces déchets. Mais aussi par la mise sur le marché d'une très importante quantité de vêtements, pas forcément de très bonne qualité, qui ont une durée de vie courte ».

Marie ALBESSARD

> ⁽¹⁾ La ville de Lyon a réparti le territoire de collecte entre Le Relais et Notre-Dame des Sans-Abri, à l'exception des 1^{er} et 2^e arrondissements, classés à l'Unesco et sur lesquels il ne peut y avoir de collecteur.

REPÈRES

Que deviennent les déchets textiles dans la métropole ?



■ Photo d'illustration LE RELAIS

■ Combien produit-on de déchets textiles ?

609 tonnes de textiles ont été collectées en déchèterie au profit du Relais (leader national et rhodanien de la collecte de déchet textile) et du Foyer Notre-Dame des Sans-Abri. Ces deux acteurs bénéficient d'une convention avec la Métropole. Soit une augmentation de 25,2 % de la quantité de déchets textiles entre 2016 et 2017. En 2017, Le Relais a collecté 3000 tonnes de textile, Notre-Dame des Sans-Abri 1200 tonnes.

■ Où vont les textiles collectés ?

Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri dispose d'un centre de tri à Décines. Le Relais dispose d'un centre de collecte à Villeurbanne. Les textiles sont ensuite triés dans les centres de tri les plus proches (Loire et Saône-et-Loire).

■ Et après ?

Après leur tri, les textiles sont destinés à des personnes dans le besoin (Notre-Dame des Sans-Abri), vendus dans des magasins de seconde main (Le Relais et Notre-Dame des Sans-Abri). Le Relais recycle 26 % de ses textiles coton (essentiellement des jeans) en isolant de construction, dans une usine située dans le nord de la France. 10 % sont transformés en chiffons, 7 % sont vendus en boutique et 54 % est exporté vers Le Relais en Afrique (Burkina Faso, Sénégal, Madagascar).

■ Quelle alternative ?

Réduire ses achats de textile, acheter ses vêtements en seconde main pour leur redonner une vie supplémentaire.

SOURCES : Métropole de Lyon, Notre-Dame des Sans Abris et Le Relais.



■ Un isolant à partir de textile recyclé. Photo d'illustration Le Progrès

RHÔNE COMMERCE

Pourquoi les Lyonnais s'emba

Depuis deux ans, les commerces en vrac poussent comme des champignons dans la métropole de Lyon. Une dizaine existe déjà et d'autres ouvertures se profilent.

Acheter 20g de farine, un œuf ou 10 ml d'huile... Le panier de courses des consommateurs français change depuis deux ans, avec l'engouement pour l'achat en vrac. S'ils ne sont encore que 1,5 % à consommer de manière épisodique ou régulière en vrac, leur nombre devrait considérablement augmenter dans les années à venir. En effet, les supermarchés de toutes tailles proposent à présent des références en vrac et des enseignes indépendantes fleurissent partout en France et à Lyon.

Une centaine d'enseignes en France

La franchise Day by day - créée en 2013 - compte désormais une trentaine de magasins, sur la centaine de commerces que l'on dénombre dans le pays. Dans la métropole de Lyon, une petite dizaine d'épiceries 100 % vrac ou presque existent d'ores et déjà. Et le mouvement ne semble pas près de ralentir, avec l'ouverture prévue d'une épicerie vrac ambulante (La main dans le sac). Les grandes enseignes tentent aussi de se positionner sur ce marché de manière pérenne. Preuve d'un marché en structuration, 300 entités se sont regroupées au sein du réseau professionnel Réseau vrac.

Malgré l'arrivée des supermarchés dans les années 1960, le vrac n'a jamais totalement disparu en France, encore porté par les boucheries, fromageries ou par les magasins bio. Mais ces « nouvelles » épiceries d'antan renaissent avec des consommateurs plus sensibilisés au bien-manger, à la traçabilité de leur alimentation ou à la cause environnementale. À Lyon, les acteurs se sont d'ailleurs presque tous positionnés sur un créneau bio.

Dossier réalisé par Marie Albessard

■ Le vrac n'a jamais totalement disparu en France, mais ces « nouvelles » épiceries d'antan renaissent (Ici, Vrac'roll. Photo M.A.)



LE VRAC EN CHIFFRES

10%

C'est le pourcentage minimum de la fourchette d'économies (pouvant aller jusqu'à 45 %) réalisée sur un produit acheté en vrac, en comparaison d'un produit emballé, selon l'étude « Vrac : état de l'art des initiatives existantes et analyse des impacts » (de Partage ton frigo et Alterinnov). Cette économie est variable - et plus ou moins importante - d'un produit à l'autre.

30%

des consommateurs de vrac ont 35 ans et moins. « Ils sont très représentatifs d'une population glaneuse, qui picore et prend ce dont elle a besoin », explique Didier Onrait-Bruneau, directeur associé DO Consulting, enseignant en marketing à l'IAE Lyon et président de My retail box. Les plus de 60 ans sont aussi - dans une moindre mesure - présents car leurs foyers sont petits et qu'ils sont familiers avec ce mode de consommation, qu'ils ont connus plus jeunes.

100%

Vrac... Ou presque. On distingue deux écoles parmi les entrepreneurs du vrac. Il y a ceux qui donnent la priorité au vrac et qui peuvent donc proposer une gamme 100 % vrac (l'enseigne Day by day). Et il y a ceux qui donnent la priorité au bio (Mamie Marie, Vrac'n roll) et qui ne peuvent pas proposer du 100 % vrac, les fournisseurs étant encore insuffisants.

10

C'est le nombre de commerces qui donnent la priorité au vrac dans la métropole de Lyon. Les entrepreneurs ont tous un point commun : issus d'univers professionnels variés, ils ont opéré un virage professionnel pour se lancer dans une aventure entrepreneuriale porteuse de sens, soucieux de proposer une autre façon de consommer. C'est d'ailleurs le profil type des gérants de commerces de vrac à l'échelle nationale, selon Réseau vrac.

Illent pour les produits en vrac

Les commerces de vrac cherchent à se démarquer

Pour se distinguer de la concurrence et augmenter le prix du panier moyen, les acteurs du vrac développent leur gamme de produits et leurs services.

Avec un marché sur la métropole de Lyon de plus en plus riche en commerces de vrac-indépendants et franchisés, l'enjeu des entrepreneurs du secteur est de fidéliser rapidement une clientèle de quartier, avant la prolifération des acteurs. Tous misent sur le développement d'une offre de plus en plus large de produits, car avec un panier moyen compris entre 13 et 50 euros selon les acteurs interrogés, il faut s'imposer comme le lieu unique de courses, en multipliant le nombre de références proposées et en se développant sur un segment différenciant.

Se diversifier pour durer

Seul acteur 100 % vrac, Day by day (ouvert en mai 2016 à Lyon 2^e) se targue de proposer 800 références en magasin. Une diversité rendue possible, selon ses gérants Evelyne et Gilles Balaÿ, par le statut de franchisé de l'enseigne. Avec 200 000 euros de chiffre d'affaires (CA), les gérants misent sur l'hyper-local et prévoient déjà l'ouverture d'un autre magasin à Lyon avant mai. En se positionnant sur le 100 %

bio, Mamie Marie (ouvert en mai 2017 à Lyon 6^e), doit se démarquer de la concurrence des supermarchés bio alentours qui proposent du vrac. Ce commerce 100 % bio fait donc la part belle au local (60 % de ses produits) : « Notre force est de connaître nos produits et de proposer une offre de vrac fournie. Et quand on ne peut pas proposer du vrac, on choisit un conditionnement réfléchi », dit Benoît Monod, co-gérant. Avec un premier CA envisagé autour de 240 000€, le couple veut capter une clientèle de travailleurs de quartier, en développant une activité traiteur le midi.

Sarah Benosman, présidente de Vrac'n roll à Villeurbanne (3 salariés, CA non communiqué), a choisi, elle, de se positionner sur un créneau différenciant dès sa création en 2016, avec le vrac bio en livraison, pariant ainsi sur une accessibilité facilitée pour le consommateur. Prochain grand chantier pour doubler une croissance déjà à deux chiffres : s'ouvrir à l'Hexagone en proposant un système de livraison en point relais. Comme les autres acteurs, Vrac'n roll agrandit également régulièrement sa gamme de produits, avec l'arrivée des fruits et légumes, des « cookit », bocaux de recettes toutes prêtes et prochainement des produits d'entretien et d'hygiène.



■ Marion et Benoît Monod, gérants de Mamie Marie, épicerie vrac.
Photo Marie ALBESSARD

50% du marché du vrac sera détenu par les acteurs de la grande distribution d'ici à dix ans. L'autre moitié du marché sera répartie entre des acteurs de proximité, franchisés et indépendants. Ces derniers auront donc encore un grand rôle à jouer.

« Contrôler la qualité et la provenance »

Didier Onrait-Bruneau, enseignant marketing à l'IAE Lyon, président de My retail box - Day by day.

Quelles sont les raisons du succès du vrac ?

«Tous les consommateurs ne vont pas vers le vrac, la très grande majorité de la consommation se fait via le conventionnel en supermarché. Mais à cause d'une certaine défiance envers la production industrielle, une partie de la population – souvent diplômée et pas nécessairement argente – veut reprendre en main sa consommation, en contrôlant la qualité et la provenance. Le vrac apporte ces deux dimensions, car il est plus en circuit court que la grande distribution et que l'on connaît davantage la provenance des aliments.»

Avec une dizaine d'épicerie à Lyon, le marché risque-t-il un jour d'être saturé ?

«Oui, mais il y a encore de la place, car la consommation de vrac est une part encore trop marginale de la consommation. J'estime qu'elle repré-



■ Photo DR

sente 100 millions d'euros de CA annuel en France. Cette somme va beaucoup augmenter au cours des dix prochaines années. Dans le futur, l'offre fera la demande.»

À quoi ressemblera le paysage du vrac dans les 10 ans à venir ?

«Il devrait y avoir du vrac dans tous les points de vente. Il devrait représenter 5 à 6 % de la consommation d'épicerie sèche en France (0,001 % actuellement). Les grandes enseignes ne veulent pas passer à côté de ce marché mais peinent à trouver un modèle économique, notamment à cause de l'importante main-d'œuvre nécessaire.»

“ Pour que le vrac continue à se développer, il faut une évolution des normes. Celles sur l'hygiène doivent être plus encadrantes, d'autres (sur l'alcool, les détergents) doivent être plus libératrices pour que le vrac demeure le choix total de la quantité. Car actuellement, on ne peut vendre de l'alcool sans imposer une quantité au consommateur. ”

Didier Onrait-Bruneau



Souriez, vous travaillez !

En plein centre de Lyon, un format de réunion décalé, pour vos journées d'affaires.



67 avenue de Saxe 69003 Lyon
Tél. +33 (0) 4 72 61 29 79
ouvert 7/7j midi & soir

www.le-garage-restaurant.com

APPELEZ-NOUS !

Chloé, Domitille et Jimmy
Service commercial :
+33 (0) 4 72 61 29 83
h2057-sb@accor.com

9 828 280 000



Une expérience proposée par : Mercure Lyon Centre Saxe-Lafayette 29 rue de Bonnel 69003 Lyon

EMPLOI

QUELLE PLACE POUR LES VICTIMES DE HANDICAP PSYCHIQUE ?

PAR MARIE ALBESSARD ILLUSTRATION XAVIER GORCE

L'intégration des personnes handicapées psychiques va devenir un enjeu de plus en plus fort pour les entreprises, car les maladies psychiques toucheront « une personne sur quatre au cours de leur vie », selon l'OMS. Dix ans après la loi reconnaissant ce handicap, une étude a été menée à Lyon sur l'insertion dans l'emploi.

Un quart des personnes sont ou seront touchées par une maladie psychique au cours de leur vie, prévient l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les entreprises, déjà confrontées de fait à ce handicap "invisible", doivent réfléchir à la façon de le gérer. Car ces maladies spécifiques (schizophrénie, dépression grave, troubles névrotiques obsessionnels, troubles bipolaires, autisme...) affectent la pensée, la perception, la communication, l'humeur ou encore la concentration. Le handicap psychique est reconnu en tant que tel depuis la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées. Celles atteintes d'une maladie mentale peuvent donc demander la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), délivrée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). La RQTH signifie que ces personnes souffrent d'une pathologie psychiatrique lourde, installée dans le temps et invalidante. Précisément, à l'occasion du 10^e anniversaire de la loi de 2005 sur le handicap, l'association Handi Lyon Rhône (qui agit pour l'emploi des personnes handicapées

et accompagne les entreprises dans la mise en place de leur politique handicap) a conduit une étude sur ces handicaps psychiques et le monde de l'emploi, rendue publique en octobre 2015.

Objectif : répondre au besoin d'information sur ce handicap formulé par les professionnels de l'insertion et comprendre les difficultés d'accompagnement des personnes bénéficiant de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé psychique.

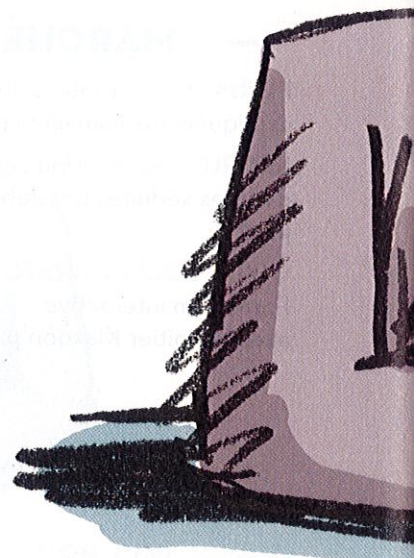
AUCUNE BASE DE DONNÉES SPÉCIFIQUE

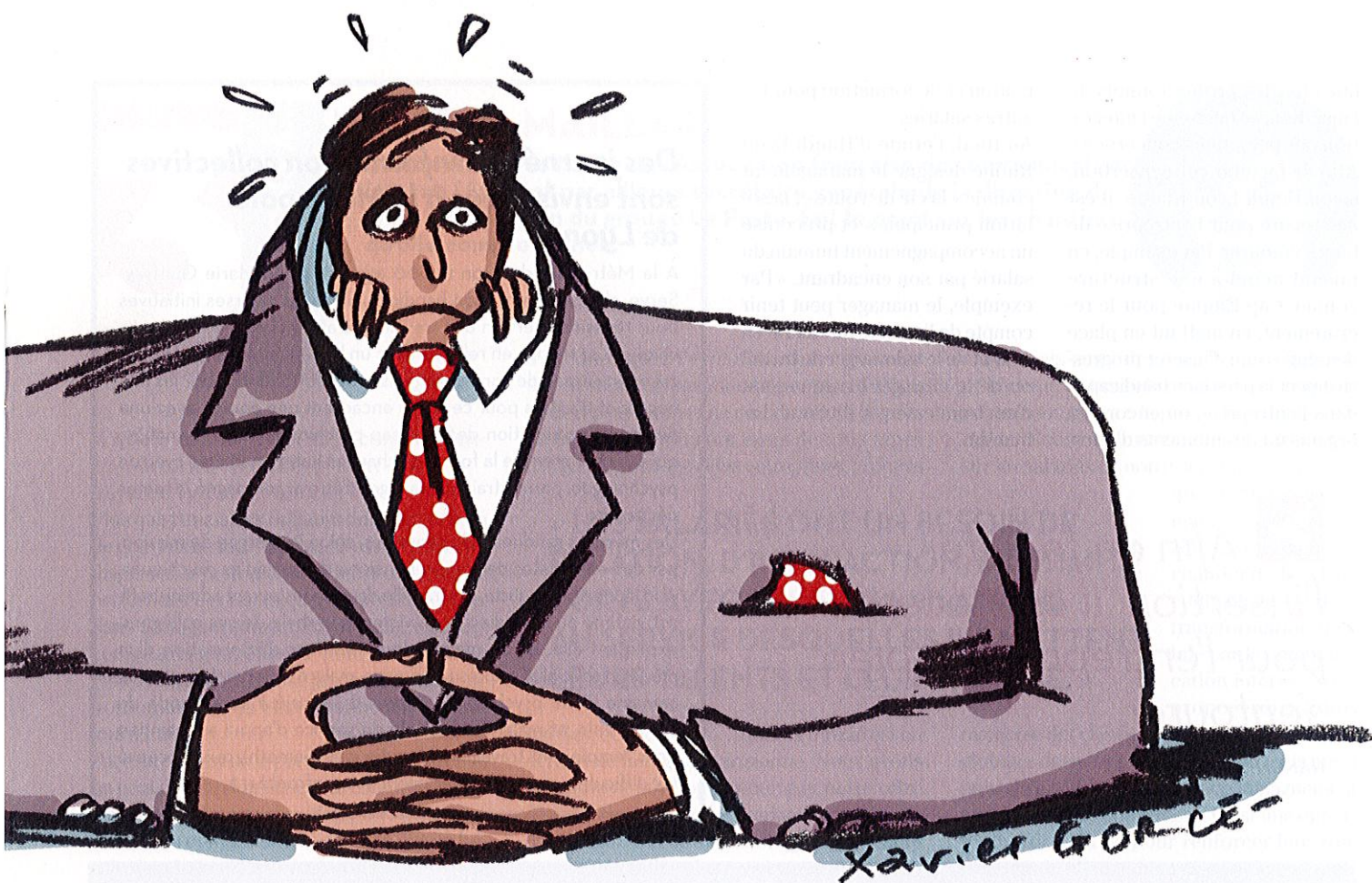
Handi Lyon Rhône a interrogé 210 employeurs, responsables RH et référents handicap, 80 professionnels de l'insertion et de l'emploi du Rhône. « La prise en compte du handicap psychique

est une question économique centrale pour les entreprises, pointe Sarah Lamandin, chargée de mission et de recherche à Handi Lyon Rhône. Des arrêts de travail pour une souffrance psychique, c'est dramatique sur le long terme. » Plus précisément, les résultats de l'enquête révèlent un déficit d'information quantitative sur le handicap psychique : aucune base de données spécifique n'existe, car ce sujet est à

« La prise en compte du handicap psychique est une question économique centrale pour les entreprises. »

SARAH LAMANDIN, CHARGÉE DE MISSION ET DE RECHERCHE À HANDI LYON RHÔNE





la croisée des secteurs emploi, santé et social, qui n'ont pas l'habitude de dialoguer. « On ne peut pas se fonder sur la RQTH pour connaître le nombre de personnes qui souffrent de maladie psychique, car on en raterait une bonne partie. Il y a un fort phénomène de déni, dû aux stigmatisations sociales, et beaucoup ne la demandent pas », explique Sarah Lamandin.

DÉFICIT D'INFORMATION QUALITATIVE

Deuxième constat : un manque d'information qualitative. En effet, l'enquête d'Handi Lyon Rhône démontre aussi que les maladies psychiques sont encore associées à la folie et suscitent de la crainte. « Les résistances les plus importantes à l'embauche proviennent davantage des professionnels de l'insertion, qui mesurent les difficultés d'intégration, alors que les employeurs semblent plus enclins à essayer », constatent les auteurs de l'étude. De plus, les entreprises éprouvent des difficultés à prendre en

compte ce handicap, car il touche les habiletés sociales élémentaires (capacité à évoluer en société, à se concentrer...) et demande des aménagements d'organisation (réduction des heures de travail...). « Lorsqu'un salarié est en fauteuil roulant, on élargit les portes, on installe des rampes... On sait le faire. Lorsqu'il s'agit d'un handicap psychique, on doit s'intéresser au dialogue avec la personne. C'est plus compliqué », abonde Anne-Marie Guiffroy-Serve, chargée de mission handicap à la Métropole de Lyon (lire l'encadré p. 8). « L'enjeu, c'est le maintien en emploi : on réfléchit à un aménagement du poste, des horaires et des missions, continue-t-elle. On doit être vigilant, car cela impacte aussi l'environnement du collaborateur et le collectif : par exemple, si un salarié est plus lent, les autres peuvent craindre une surcharge de travail. »

Conséquence : ce manque d'information génère une perception négative du handicap psychique, aussi bien chez les employeurs

« Management bienveillant » chez Artibois

Artibois, entreprise adaptée (EA) de menuiserie basée au nord-est de Lyon, a embauché 16 personnes bénéficiant de la « RQTH psychique » en CDD, en CDI ou en CDD d'apprentissage. Les candidatures ont transité soit par une structure d'insertion spécialisée, soit par Pôle emploi, ou bien ont relevé d'une initiative personnelle. « Personne à Artibois n'est formé au handicap psychique. Nous ne sommes pas spécialisés dans ce handicap, mais dans l'accompagnement des personnes qui en souffrent, précise Chloé Valla, chargée d'insertion. Les encadrants techniques - menuisiers et peintres - sont recrutés sur leurs compétences métiers, mais aussi sur leurs qualités pédagogiques, car ils encadrent en compagnonnage une personne handicapée. L'accompagnement est rassurant pour le salarié, il permet de travailler en équipe tout en étant délesté des aspects stressants », continue-t-elle.

Les encadrants sont en revanche sensibilisés dès leur entretien d'embauche au projet social d'Artibois et se réunissent tous les deux mois avec Chloé Valla pour échanger sur leurs pratiques. « Avec les personnes qui ont ce type de handicap, assure cette dernière, il faut surtout être à l'écoute et sensible à leur volonté de réussite : c'est faire preuve d'un management bienveillant. Il est difficile de connaître les besoins du salarié, à cause d'un déni ou d'un manque de conscience de la maladie. Il faut donc être attentif : un travail moins soigneux ou des retards peuvent signifier que la personne ne va pas bien. Cela nous apprend beaucoup en termes d'audace managériale : lorsqu'il y a un problème, on se remet en question, on essaie de trouver des solutions individualisées », explique-t-elle. ♦

que chez les professionnels de l'insertion, ce qui freine l'intégration des personnes concernées. Afin de faciliter cette insertion, selon Handi Lyon Rhône, il est nécessaire pour l'entreprise de bien s'entourer. Par exemple, en faisant appel à une structure comme Cap Emploi pour le recrutement, en mettant en place des stages afin d'insérer progressivement la personne handicapée dans l'entreprise, ou encore en organisant des moments d'infor-

mation et de formation pour les autres salariés.

Au final, l'étude d'Handi Lyon Rhône désigne le management comme « la clé de voûte et la solution principale » et préconise un accompagnement humain du salarié par son encadrant. « Par exemple, le manager peut tenir compte de l'anxiété du salarié en évitant de le submerger de travail ou de le changer brusquement d'environnement », dit Sarah Laminin. ☉

 **Afin de faciliter l'insertion, il est nécessaire pour l'entreprise de bien s'entourer.**

HANDI LYON RHÔNE

FORMATION

Des journées d'information collectives sont envisagées à la Métropole de Lyon

À la Métropole de Lyon (9 000 agents), Anne-Marie Guiffroy-Serve, chargée de mission handicap, envisage diverses initiatives pour réussir l'insertion des travailleurs atteints de maladies psychiques : se mettre en relation avec un hôpital psychiatrique pour créer un réseau de conseil, organiser des formations pour les managers et d'autres pour ceux qui encadrent une équipe avec une personne en situation de handicap psychique. Cette formation, qui pourrait prendre la forme d'échanges hebdomadaires avec un psychologue, permettrait au manager d'être accompagné le temps nécessaire.

Des mesures rendues indispensables, selon la chargée de mission, par des « difficultés de compréhension » des maladies psychiques. « Un jeune agent autiste, qui travaille dans un restaurant administratif, est victime au quotidien de la violence verbale de ses collègues, explique-t-elle. Et ce, malgré deux réunions d'information d'un médecin spécialisé auprès de l'équipe, malgré l'intervention chaque semaine d'une psychologue auprès du salarié à la demande de ses parents, et malgré une étude du service d'appui au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (Sameth), qui a recensé les difficultés auxquelles cet agent est confronté ». ♦

PRIX DE L'ENTREPRISE COLLABORATIVE

Portails collaboratifs, Réseaux Sociaux, Communautés

Découvrez les Portails collaboratifs, Réseaux Sociaux et les Communautés les plus innovants en participant à la

cérémonie de remise des PRIX DE L'ENTREPRISE COLLABORATIVE

Mercredi 27 janvier 2016 à 18h00, à Paris

Cet événement sera présidé par Régine Combremont,
Directrice de la Fabrique Digitale
SNCF



BEYOND KNOWLEDGE*
• Bien plus que des savoirs



Pour vous inscrire, contactez Catherine Bonjour / CEGOS
cbonjour@cegos.fr

RETOUR SUR

Une GPECT pour renforcer la GRH de PME de l'Ain

DE MAI 2015 À MAI 2016, dans le cadre d'une GPEC territoriale pour une partie de l'Ain, Agefos-PME a informé et formé des salariés, des demandeurs d'emploi et des dirigeants de PME. Ces derniers ont aussi bénéficié de la mise en ligne d'une application RH, au bilan plus contrasté mais qui pourrait être relancée.

Sur le territoire Bresse-Dombes-Val de Saône (Ain), différentes problématiques ont conduit à la mise en place, de mai 2015 à mai 2016, d'une opération de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales (GPECT), portée par Agefos-PME : faible qualification de la main-d'œuvre, difficultés de recrutement et manque d'information des entreprises sur les dispositifs emploi-formation. L'opération s'adressait à la fois aux dirigeants de TPE et PME, aux salariés et aux demandeurs

Beaucoup de formations, mais peu de partage

d'emploi. Un volet information (réunions, rencontres) concernait, pour les dirigeants, la transmission des compétences ou l'intégration de collaborateurs ; pour les salariés, la VAE et le CPF ; et, pour les demandeurs d'emploi, les filières qui recrutent et la mobilité géographique. Côté formations, certaines étaient proposées aux dirigeants (conduite d'entretien professionnel, la formation en PME...), d'autres aux salariés (anglais, compétences numériques...) et d'autres encore, aux demandeurs d'emploi (POE...). Enfin, un appui-conseil par des consultants était proposé aux entreprises.

La Direccte souhaitait aussi la création d'un outil innovant d'information et de mise en réseau, Agefos-PME a développé l'appli-

cation "Mon appli RH". Destinée aux dirigeants et RRH, elle a été disponible de janvier à juin 2016. Elle proposait un agenda des événements RH dans le territoire, une base documentaire (études, guides des dispositifs, documents types – contrats de travail, plan de formation...), une candidathèque et une fonction "SOS RH" de mise en relation avec un conseiller emploi formation.

Deux fonctions de partage s'y ajoutaient : possibilité de mettre à disposition des ressources matérielles ou possibilité de mettre à disposition des moyens humains (un salarié formant ceux d'une autre entreprise). « Pour notre cible, l'application était le média le plus adapté, assure Julien Chometton, conseiller emploi formation d'Agefos-PME. Les dirigeants sont souvent équipés de smartphone et l'aspect mobile permettait une consultation à tout moment, qu'ils soient en déplacement ou en réunion. » Le projet et le contenu de l'application ont été validés par les partenaires et, via un questionnaire, par une quinzaine de dirigeants. Ceux-ci ont notamment demandé un site Web de l'application, pour mieux lire les documents.

Au total, cette opération de GPECT a permis de former en présentiel 118 salariés, 45 demandeurs d'emploi et 17 dirigeants, d'accompagner 21 entreprises via un appui-conseil RH (gestion des âges, techniques de recrutement, transmission d'entreprise) ou à la marge (gestion financière de l'entreprise), et de mener 16 réunions d'information. À Bourg-en-Bresse, une entreprise de services

à la personne de moins de dix salariés a ainsi bénéficié de formations et d'un appui-conseil. Son responsable planning a été formé à la bureautique, tandis que la dirigeante et un encadrant intermédiaire l'ont été au management, pour professionnaliser leurs compétences : « Les entreprises de services à la personne sont des entreprises qui grandissent vite et qui ont besoin de se structurer au niveau management, explique Julien Chometton. Les encadrants sont souvent des personnes issues du terrain, qui ne sont pas forcément formées pour gérer une équipe. » La dirigeante a également bénéficié d'un appui-conseil d'une journée, intitulé "Questionner efficacement en entretien de recrutement". « Dans une entreprise de cette taille, c'est la dirigeante qui recrute, sans forcément avoir été déjà formée », précise le chargé de mission. L'enjeu était donc de mieux armer la dirigeante pour répondre à sa problématique de turn-over important et à sa volonté de fidélisation des salariés.

PRISE EN MAIN DE L'APPLICATION

Agefos-PME tire ainsi un bilan positif des volets formation et information de cette opération de GPECT. Quant à l'application, le bilan est plus contrasté. Elle a été bien prise en main (566 téléchargements, 5 ouvertures par personne en moyenne). Philippe Corre, gérant d'Axel consulting (conseil en gestion, finance et RH), l'une des entreprises bénéficiaires de la GPECT, l'a consultée quotidiennement, appréciant

de trouver « en un même endroit différents aspects des RH », comme la réponse à une question sur le contrat d'un salarié d'une entreprise cliente. En revanche, les dirigeants ne se sont pas emparés du tout du volet "partage" : « Nous n'étions pas attendus sur cette expérimentation et nous avions peu de moyens pour communiquer dessus. De plus, le périmètre géographique était sûrement trop restreint et peut-être les entreprises n'étaient-elles simplement pas prêtes ? », évoque Julien Chometton, qui, pendant l'opération, a travaillé quotidiennement sur l'application (développement, maintenance, mise à jour des documents). Heureusement, le développement de l'application n'a coûté que 625 euros (500 euros pour le logiciel de développement, 125 euros pour son positionnement sur les boutiques des systèmes d'exploitation).

FINANCEMENT

Pour le reste du financement, la partie ingénierie, pilotage et animation de projet de la GPECT a été financée à hauteur de 16 000 euros par Agefos-PME (dont 5 000 euros de la CGPME), plus 25 000 euros par la Direccte et 35 000 euros du Conseil régional par le biais de syndicats mixtes. Et la mise en place du plan d'actions a mobilisé des fonds d'Agefos-PME (138 000 euros) et des cofinancements de dispositifs existants (Fonds social européen, Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, dispositif Mutéco de la région...) à hauteur de 229 000 euros.

La GPECT n'ayant pas été reconduite, faute de nouveaux financements, l'application mobile aura vécu six mois : « Nous aimerions continuer à la mettre à disposition, mais son fonctionnement nécessite une administration quotidienne et donc un financement », explique Loïc Grobost, délégué départemental d'Agefos-PME. Nous espérons pouvoir la faire revivre, d'une façon qui reste à déterminer. »

MARIE ALBESSARD

QUESTION DE DROIT

Une lettre de licenciement peut-elle être remise au salarié par un tiers ?

LAURENT BELJEAN
AVOCAT EN DROIT SOCIAL



L'envoi de la lettre de licenciement par voie recommandée présente l'avantage de faire présumer que son contenu a été porté à la connaissance de son destinataire.

Si les dispositions légales prévoient qu'une lettre de licenciement doit être notifiée par voie recommandée avec accusé de réception, la jurisprudence a depuis très longtemps estimé que cette modalité d'information de la rupture des relations contractuelles n'était pas obligatoire.

Ainsi, tout autre procédé faisant part au salarié des motifs de son congédiement est recevable et ne constitue pas une irrégularité de forme, pour peu qu'il puisse être démontré que l'intéressé a eu connaissance des motifs à l'appui de cette décision.

Dès lors, une notification de rupture par remise en main propre y compris sans décharge, voire verbale suffit selon les juges, pour peu que la preuve en soit apportée par l'employeur.

L'envoi de la lettre de licenciement par voie recommandée présente néanmoins l'avantage de faire présumer que son contenu a été porté à la connaissance de son destinataire, et c'est alors au salarié de démontrer que l'enveloppe était vide ou contenait une feuille vierge.

Encore faut-il ne pas commettre d'erreur d'adresse ! C'est ainsi que la lettre doit être envoyée à la dernière adresse connue du salarié, ou communiquée par lui.

En tout état de cause à celle où le salarié a fait savoir qu'il pourrait être touché à la date d'envoi.

Dans un arrêt du 22 février 2017, la Cour de cassation a eu l'occasion de se prononcer sur un dossier où un salarié, en contentieux déjà très avancé avec son employeur, lui avait demandé de ne lui adresser de correspondances qu'à l'adresse de son avocat auprès duquel il avait officiellement élu domicile. Écartant cette injonction, l'employeur a adressé la lettre de licenciement au domicile du salarié, que celui-ci n'a jamais retirée. L'employeur estimant la rupture consommée, a alors adressé les documents de fin de contrat. Bien mal lui en a pris puisque la Haute juridiction a estimé que le licenciement était intervenu sans que le salarié ait eu connaissance des motifs le fondant, jugeant ainsi la rupture sans motif réel ni sérieux.

Cette décision de la Cour vient pondérer sa position jusqu'alors très affirmée indiquant qu'une lettre de licenciement devait être notifiée effectivement à son destinataire, et pas par le biais d'un tiers, fut-il avocat.

La signification d'une lettre de licenciement par huissier reste encore pour l'employeur le moyen le plus sûr de démontrer le respect de ses obligations. ♦

En région

BRETAGNE

UN ROBOT POUR ACCOMPAGNER LES LOMBALGIQUES

En Bretagne, une équipe pluridisciplinaire travaille au projet Keraal ("Kinesiotherapy and rehabilitation for assisted ambient living"), **un robot humanoïde capable de coacher les patients des masseurs-kinésithérapeutes**. L'objectif est de proposer une solution d'accompagnement à la rééducation de ceux souffrant de lombalgie.

PAR MARIE ALBESSARD/PLEINS TITRES



Sao Mai Nguyen, coordinatrice du projet Keraal, en cours d'expérimentation du robot.

Li mesure 90 centimètres, possède une colonne vertébrale articulée et répond au nom sympathique de "Poppy". Lui, c'est le robot humanoïde qui pourrait bien devenir le bras droit des masseurs-kinésithérapeutes. C'est en tout cas l'objet du projet européen Keraal (*Kinesiotherapy and rehabilitation for assisted ambient living*), sur lequel travaillent conjointement des équipes pluridisciplinaires de l'IMT Atlantique (école d'ingénieurs de Brest), de la start-up Génération Robots et du CHRU de Brest, dont quelques masseurs-kinésithérapeutes. "Un rapport de l'OMS de 2003 a identifié la lombalgie comme l'un des problèmes musculo-squelettiques du siècle", explique Sao Mai Nguyen, maître de conférences au département informatique de l'IMT

Atlantique et coordinatrice du projet. "Nous nous sommes donc focalisés sur cette pathologie, en nous attaquant au problème de la durée du processus de rééducation. Au bout d'un certain temps, le patient se démotive et n'effectue plus les exercices. Nous avons donc eu l'idée d'un coach, qui le suivrait de façon personnalisée." Depuis octobre dernier, ces équipes travaillent donc à faire de Poppy un robot capable de montrer des mouvements au patient, de lui signifier ses éventuelles erreurs et d'interagir avec lui, pour l'encourager par exemple. Le tout grâce à une caméra 3D. Destiné dans un premier temps aux services de rééducation, Poppy permet au kinésithérapeute de faire travailler le patient de façon autonome. Concrè-

tement, le praticien enregistre au préalable les exercices, laisse le robot dicter et corriger les mouvements avec le patient, puis revient ensuite faire le point. Le but : faire de Poppy un moteur de motivation du patient.

Augmenter le temps de rééducation du patient

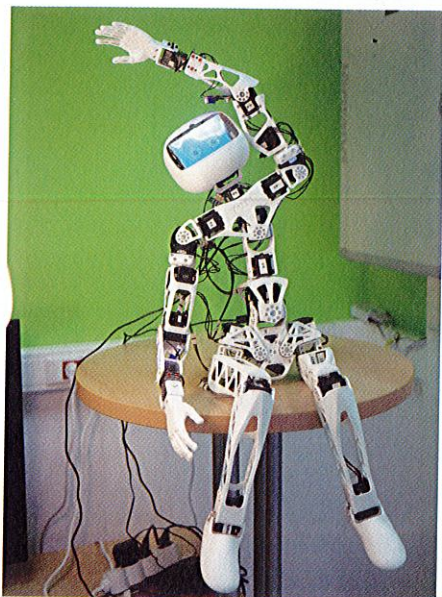
Le bénéfice pour le praticien ? Un patient plus impliqué dans sa rééducation, qui réalise ses exercices de façon plus appliquée. "L'intérêt est d'augmenter le temps de rééducation", abonde Olivier Rémy-Néris, chef de service MPR du CHRU de Brest. "Les kinésithérapeutes ont ainsi une intervention très spécifique et peuvent passer le relais ensuite à Poppy, tout en conservant la qualité dans la réalisation des exercices, grâce à l'interactivité du robot." Fanny Gargadennec, masseur-kinésithérapeute au CHRU de Brest, qui a participé au projet, l'assure : malgré ces avancées technologiques, il n'y a aucun risque que Poppy la supplante. "L'aspect diagnostic du professionnel et l'individualisation de la prise en charge ne peuvent pas être remplacés", affirme-t-elle.

Toutefois, prévient Olivier Rémy-Néris, Poppy pourrait amener à repenser les missions du masseur-kinésithérapeute : "Avec l'arrivée de ce type de dispositif, il faut repositionner son travail dans l'ensemble des moyens qui sont à sa disposition." Celui-ci pourrait par exemple conserver la partie thérapie manuelle et l'ajustement des mouvements, qui nécessite une interaction proche avec le patient, tandis que le robot pourrait prendre en charge la répétition des mouvements ou l'activité physique.

Des kinésithérapeutes impliqués

Quatre à cinq médecins et kinésithérapeutes du CHRU de Brest ont été sollicités pour mettre au point des

En région



Le robot Poppy.

exercices adaptés à la lombalgie que le robot peut reproduire. "Ce sont des renforcements simples, des étirements des ischio-jambiers, des renforcements des abdos et du haut du dos. Il s'agit d'exercices généraux, praticables par tous", précise Fanny Gargadennec. Leurs retours et impressions sont précieux pour les chercheurs de l'IMT, qui peuvent peaufiner le robot : "Après que les kinésithérapeutes ont élaboré des exercices, nous l'avons modifié pour qu'il puisse lever la jambe plus haut, avoir plus de mobilité au poignet..." rapporte Sao Mai Nguyen. Génération Robots, qui a construit Poppy, travaille sur l'interaction entre l'homme et le robot (communication physique, contact visuel...), tandis que l'IMT planche sur le système de captation et d'analyse des mouvements. Les kinésithérapeutes du CHRU de Brest vont découvrir la version retravaillée de Poppy ce mois de juin, avant une étude clinique auprès de patients à l'automne. À terme, l'objectif serait de ne pas limiter l'utilisation de Poppy aux patients atteints de lombalgie, mais de l'étendre aux cabinets libéraux. Cette possibilité serait envisageable puisque le coût du robot (non communiqué) serait limité grâce à l'utilisation de plans *open source*, c'est-à-dire en libre accès, et une fabrication par imprimante 3D. L'équipe du projet Keraal espère pouvoir proposer Poppy à l'essai dans des services de rééducation hospitaliers en mars 2018. ■

CONGRÈS • ATELIERS • CONFÉRENCES
PRIX DE L'INNOVATION

Réduca

JEU VEN SAM
5.6.7 OCTOBRE 2017

Paris expo
Porte de Versailles
Pavillon 4

PARIS

Le salon de la rééducation
& de la masso-kinésithérapie

Sport • Santé • Bien-être



Votre badge gratuit sur
www.salonreduca.com
CODE PAR17KA

Reed Expositions



Kinéactualité

Kiné • presse

Kinésithérapie

KS

cmv médiforce

Le Réseau des professionnels de santé

FFMKR

MAISON KINES

snmkr

Et avec la participation de la

SOFMER

JEAN-CHRISTOPHE MABIRE

UN "EXPERT" EN HANDBALL

Des souvenirs avec les "Experts", l'équipe de France masculine de handball maintes fois titrée, Jean-Christophe Mabire en a beaucoup ! Il assure le suivi de ces joueurs et est le kinésithérapeute référent pour toutes les équipes masculines de la Fédération française de handball, avec laquelle il travaille depuis 25 ans, en plus de son activité en cabinet libéral. PAR MARIE ALBESSARD/PLEINS TITRES

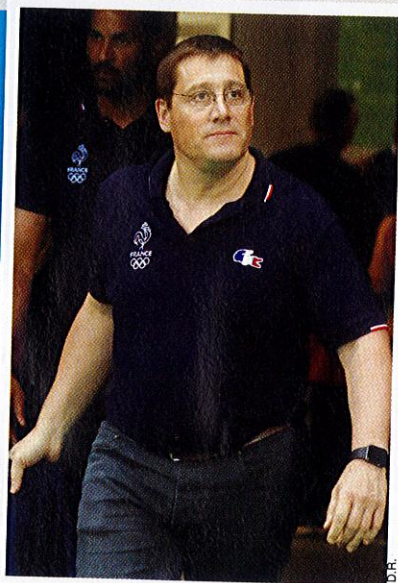
REPÈRES

- 1989 : DE à l'IFMK de Rouen.
- 1992 : Début de sa collaboration avec la FFHB.
- 1995 : Début de sa collaboration avec les "Experts".

Lorsqu'on lui demande un souvenir marquant avec l'équipe de France de handball, Jean-Christophe Mabire a du mal à répondre : "Chaque compétition est une nouvelle aventure... Même si les Jeux sont le Graal suprême dans le milieu sportif." Ce masseur-kinésithérapeute de 50 ans connaît bien le milieu du handball : après avoir lui-même pratiqué ce sport dans sa jeunesse, il a été le kinésithérapeute attiré des équipes de France des armées pendant son service militaire, avant d'entamer une collaboration avec la Fédération française de handball (FFHB) en 1992. À présent, il est le kinésithérapeute référent pour toutes les équipes masculines et suit particulièrement l'équipe de France, "les Experts", depuis 1995.

Une organisation bien rôdée

Ce Normand n'a pour autant jamais quitté sa ville natale, Montville, en Seine-Maritime, où il exerce également en cabinet avec deux assistants. Là, il reçoit une patientèle généraliste, quoique composée à 60 % de sportifs. "Les médecins me recommandent souvent auprès d'eux ou de ceux qui ont des pathologies de l'épaule", précise-t-il. S'il privilégie essentiellement la thérapie manuelle, il a équipé son



cabinet pour une pratique tournée vers le sport : ondes de choc, Game ready, ultrasons... Jongler entre son activité libérale et l'équipe de France requiert "une grande organisation, tant pour le travail que pour la vie de famille". Selon les compétitions, Jean-Christophe Mabire est mobilisé 100 à 130 jours par an ! Il s'organise avec ses assistants et fait régulièrement appel à des remplaçants. Auprès des joueurs de l'équipe de France, qu'il suit pendant les entraînements, les phases de préparation et les compétitions, il effectue surtout "un travail d'entretien, de récupération et de prévention". Au programme, des mobilisations articulaires, des étirements collectifs, de la cryothérapie en période de compétition et une prise en charge individuelle par des massages. "Ces joueurs sont des Formule 1, ils ont besoin de réglages précis et me sollicitent autant qu'ils en ressentent le besoin", explique-t-il. En cas de

Ces joueurs sont des Formule 1, ils ont besoin de réglages précis

pathologie avérée (souvent des entorses externes de la cheville, des ligaments internes des genoux et des ligaments croisés), le protocole de soin est individualisé.

Un rôle de confident

Cette réflexion s'inscrit dans un travail d'équipe avec le staff médical de l'équipe (deux ou trois kinésithérapeutes et un médecin) : "On débriefe beaucoup, on a un système de notes pour se tenir au courant et on fait des points réguliers. Cela contribue à montrer aux joueurs qu'il n'y a pas de faille dans leur prise en charge", poursuit Jean-Christophe Mabire. Auprès de ces joueurs, il travaille "à la carte", ce qui nécessite de bien les connaître et de savoir quels sont leurs besoins précis. "Ils attendent de moi que je sois compétent et disponible pour eux 24h/24. Il y a aussi un aspect confident : je les connais depuis longtemps, certains depuis qu'ils ont 18 ans ! Je les ai vus se marier, avoir des enfants... Alors s'ils viennent me voir, ce n'est pas toujours pour une blessure physique mais parfois pour un coup au moral." C'est l'un des aspects qu'il apprécie dans son travail avec les "Experts" et le staff de douze personnes qui les accompagne. "J'ai la chance de pouvoir allier mon métier et ma passion, alors tant que la passion est là, je continuerai !" ■

TOURISME DÉCOUVERTE

Tunisie : cap vers le grand sud



■ Dans le sud-est, les paysages rocaillieux autour des ksour sont grandioses. Ici, depuis ksar Guermessa, au nord-ouest de Tataouine. Photo Lorette FAIVRE

La Tunisie ne se résume pas seulement à ses cités balnéaires et à ses plages. Le sud du pays offre des paysages majestueux et un beau périple entre l'ouest et l'est.

À quelques heures de Djerba et de ses plages bondées de touristes, la Tunisie présente une autre facette : celle d'une terre du sud aux multiples contrastes. Paysages montagneux, désert de sable, désert de sel, oasis : les paysages changent sans cesse, à vue d'œil. Et sur ces terres si inhospitalières pour l'homme, les habitants vous accueillent avec chaleur.

Matmata, Tataouine, les ksour

Au sud-est, dans les alentours de Matmata, des montagnes s'étalent à perte de vue, dans une explosion de couleurs ocre. Entre les villes de Matmata et de Tataouine, on dénombrait une centaine de ksour, dont la visite est immanquable (lire par ailleurs). Il y a plusieurs siècles, ces greniers fortifiés servaient à stocker les récoltes des peuples berbères

lors des périodes de transhumance et à les protéger des pillages. Ils pouvaient aussi héberger des villages. On peine à imaginer que des personnes y vivaient, si isolés ! Pourtant, ces petits villages abandonnés au fil du temps donnent un aperçu fascinant de la vie qu'on y menait il y a plusieurs siècles. Leur positionnement – ils sont souvent accrochés sur des éperons rocheux – offre de magnifiques pa-

noramas sur la nature environnante. L'aspect « lunaire » de ce paysage rocheux de la région n'a d'ailleurs pas laissé indifférent le réalisateur américain George Lucas, qui a tourné plusieurs scènes de *Star Wars* (planète Tatooine) dans différents ksour (Ksar Hadada, Ksar Medenine, Ksar Ouled-Soltane) et dans le sud tunisien (la maison de Luke Skywalker est à Matmata, le canyon de

Sidi Bouhlel, le Chott el-Gharsa...). Ksar Ghilane marque la frontière entre ces paysages rocaillieux et le désert de sable. La Tunisie compte en effet 40 000 kilomètres carrés du Grand Erg oriental (désert de dunes du Sahara).

Les déserts de sel et de sable

Tantôt petites, tantôt énormes, les dunes sont sculptées au gré du vent tempétueux de la région. Aux portes de ce désert, la ville de Douz (40 000 habitants) est un point de ralliement pour les nomades chameliers et elle accueille un grand marché pour les éleveurs. Moment de célébration de la culture du sud, le festival international du Sahara, théâtre de cérémonies ancestrales, s'y tient chaque année en décembre.

De Douz, une route permet la traversée du désert de sel, le Chott El-Jerid. Au fil de la traversée, on observe le sol blanchir progressivement dans ce paysage qui semble ne pas avoir de fin. Et de l'autre côté du Chott, la ville de Tozeur et son immense palmeraie de 350 000 palmiers, porte d'entrée sur les oasis de montagne Chebika, Tamerza et Midès.

Marie ALBESSARD

Faire une excursion dans le désert

« J'ai toujours aimé le désert. On s'assoit sur une dune de sable. On ne voit rien. On n'entend rien. Et cependant quelque chose rayonne en silence », écrit Antoine de Saint-Exupéry dans *Le Petit Prince*.

Pour prendre l'immensité des étendues de sable en plein visage, deux portes d'entrée : Douz et Ksar Ghilane. Pour y pénétrer, plusieurs solutions s'offrent à vous. Les plus courageux peuvent opter pour un trek, l'option la plus contemplative. Pour ceux qui souhaitent une expédition moins sportive (ou qui disposent de peu de temps), une méharée (randonnée en chameau) permet de découvrir le désert sous un autre jour. Enfin, pour les amateurs de sensations, il est aussi possible de découvrir le désert en 4x4, en quad ou à moto. La vaste étendue plate du Chott El-Jerid permet quant à elle la pratique du char à voile ou de l'ULM. Enfin, de nombreux campements autour de Douz et Ksar Ghilane permettent de bivouaquer dans le désert. Pour, le temps d'une nuit, vivre la vie des nomades tunisiens.

PRATIQUE

■ Comment y aller ?

De l'aéroport de Lyon, des vols directs desservent les villes de Djerba et de Tozeur, dans le sud-est et le sud-ouest du pays.

De Djerba, compter 2 h 30 de voiture jusqu'à Matmata, 3 h 30 environ jusqu'à Douz.

■ Où dormir

Le sympathique Raouf a restauré des chambres troglodytes dans le ksar Douiret. Magnifique vue garantie au réveil et cuisine typique proposée sur place.

SITE <https://gitedouiret.com>

■ Trois ksour à voir



■ Ksar Ouled-Soltane. Photo L.F.

➤ À 23 km de Tataouine se trouve le ksar à grenier **Ouled-Soltane**, restauré dans les années 1990. Il servait à stocker les récoltes des Berbères à l'abri des pillages. Les ghorfas (petites cellules voûtées de stockage) super-

posées les unes sur les autres accueillait les réserves. Jusqu'à quatre étages de ghorfas sont superposées (voir photo), accessibles par de minuscules escaliers escarpés, qui nécessitent un peu d'adresse. Le ksar a servi de lieu de tournage pour *Star Wars*, *la Menace fantôme*, pour représenter le quartier des esclaves de la planète Tatooine.

➤ Le ksar **Douiret** est un village d'habitations, se dressant à différents niveaux d'une colline. On déambule dans les vestiges de ce vaste

village : anciennes habitations, mosquée, huilerie... On profite à chaque niveau du magnifique panorama sur la vallée.

➤ À 20 km de Tataouine, le ksar **Guermessa** est très impressionnant, par son installation. Cet autre village est construit sur deux pitons rocheux reliés par une passerelle montagneuse, les habitations en ruine s'égrènent jusqu'au plus haut. La montée est un peu sportive, mais quelle récompense à l'arrivée ! La vue y est saisissante, des deux côtés.

TOURISME ITALIE

Tous les chemins du cinéma mènent à Rome

Federico Fellini, William Wyler, Luchino Visconti... Ces grands noms du cinéma, parmi tant d'autres, résonnent à chaque pas dans la capitale italienne. Déambulation thématique dans les lieux qui ont accueilli des moments forts du 7^e art.

■ **La fontaine de Trevi... et Anita Ekberg**
Impossible de voir la fontaine de Trevi sans penser à *La Dolce Vita*. À cette scène culte du film dans laquelle Anita Ekberg, en robe de soirée, s'y baigne sensuellement et invite Marcello Mastroianni à la rejoindre. Un léger détail, néanmoins : il vous sera impossible de profiter, comme dans le film, de la place de Trevi vide, tant elle est envahie de touristes. Avec *La Dolce Vita*, palme d'or à Cannes en 1960, Federico Fellini a érigé ce monument en mythe. Classée au patrimoine mondial de l'Unesco, cette fontaine qui surprend par sa grandeur (26 m de haut par 20 de large) se découvre au détour de petites ruelles. Construite au XVIII^e siècle, ses statues représentent des allégories aquatiques, dont Océan, au centre du bassin.

■ **La Bocca della verità, la Piazza di Spagna... et Audrey Hepburn**
Dans *Vacances Romaines*, réalisé par William Wyler en 1953, Audrey Hepburn joue une princesse en visite à Rome. Le temps d'une journée, elle échappe au protocole royal et sillonne la ville en vespa avec un journaliste (Gregory Peck). Le couple se rend notamment à la *Bocca della verità* (bouche de la vérité), une grande dalle sculptée du I^{er} siècle représentant un visage. La légende veut qu'on mette sa main dans la bouche, qui se referme si l'on ment. Audrey Hepburn et Gregory Peck passent également par le Colisée, le Panthéon, la place de Venise... Dans une scène connue, l'héroïne mange une glace sur les marches de l'escalier de la Trinité des Monts. En contrebas la Barcaccia (en forme de barque), fontaine baroque de 1629.



■ Dans la fontaine de Trevi s'est jouée une scène culte du cinéma italien, du film *La Dolce Vita*, de Federico Fellini. Photo M. A.

■ **Le Colisée... et Hayden Christensen**
Jumper (Doug Liman, 2008) n'a pas marqué l'histoire du cinéma. Mais il a le mérite de faire partie des rares films à avoir été tourné dans le Colisée (même *Gladiator* n'avait pas pu). Les conditions étaient très strictes : aucun objet posé au sol, aucune lumière artificielle utilisée... Dans ce film de science-fiction, les héros - téléportés à Rome - se battent dans les souterrains du Colisée, auxquels les visiteurs n'ont pas accès. Normal que le monument fasse rêver les cinéastes : ses dimensions exceptionnelles (50 m de hauteur, 187 de longueur) en font le plus grand amphithéâtre romain, utilisé pendant 500 ans pour des combats de gladiateurs. De l'intérieur, on prend conscience de sa grandeur : 50 000 spectateurs pouvaient s'y asseoir.

■ **Ça tourne à Cinecittà**
Lieu incontournable pour les cinéphiles, les gigantesques studios de Cinecittà ont été inaugurés par Mussolini en 1937 pour

concurrencer Hollywood et diffuser la propagande fasciste. Après la chute du Duce, de grands réalisateurs italiens y posent leurs caméras : Luchino Visconti, Roberto Rossellini... Cet "Hollywood sur le Tibre" accueille ensuite des péplums (*Ben Hur*, *Cléopâtre*...) et films de western spaghetti, qui contribuent à sa renais-

sance. Dans le musée, documents et costumes (dont la robe d'Anita Ekberg dans *La Dolce Vita*) font revivre l'âge d'or des lieux. Mais le plus impressionnant, ce sont les décors extérieurs. Celui de la Rome antique (4 hectares !) a accueilli les tournages des séries *Rome* et *Les Borgias*.

Marie ALBESSARD

Pas si simple de tourner au Vatican !

Le Vatican choisit minutieusement les autorisations de tournage sur son territoire. Autant dire qu'*Anges et Démons*, de Ron Howard (suite du *Da Vinci Code*) n'a pas eu gain de cause : trop sulfureux, trop critique à l'égard de l'Eglise. D'autant que l'intrigue du deuxième opus se déroule en plein conclave. Si quelques scènes extérieures ont pu y être tournées, le réalisateur a recouru à une ruse, en envoyant de faux touristes filmer et photographier l'intérieur du Vatican, pour ensuite recréer des décors fidèles. Il n'empêche que l'original étant toujours mieux que la copie, un tour au Vatican est incontournable. Pour profiter de l'incroyable collection de ses musées (après avoir réservé ses billets en ligne, sous peine de s'infliger quelques heures de queue) et prendre la mesure de ces lieux immenses, habités par la ferveur catholique.

VACANCES ROMAINES

■ **Louer une vespa pour faire le tour de la ville**
L'agence Bici Baci loue des scooters et vespas pour qui veut refaire l'itinéraire de Gregory Peck et Audrey Hepburn. Pour une vespa, compter de 65 à 80 € la journée et de 15 à 18 € l'heure.
PRATIQUE Agences près des arrêts de métro Repubblica, Colosseo, Spagna, Termini.
<http://www.bicibaci.com/fr>

■ **Visiter Rome à travers le cinéma**



■ Les héros du film *Vacances romaines*, place d'Espagne. Capture d'écran trailer

"Beyond Roma" propose différentes visites guidées permettant de partir sur des lieux de tournage dans la ville - parmi lesquels ceux de *Vacances romaines* - en Vespa, en Fiat 500, à pied... Tarifs onéreux (150€/personne), mais dégressifs selon le nombre de participants.
WWW.BEYONDROMA.COM

■ **Déguster une bonne glace chez Giolitti, comme Audrey Hepburn**
Institution romaine depuis 1900, ce glacier est réputé

pour être l'un des meilleurs de la ville. Le plus difficile sera certainement de faire un choix, parmi les dizaines de parfums proposés.
PRATIQUE Deux boutiques : Via Uffici del Vicario, 40 et Viale Oceania, 90.
WWW.GIOLITTI.IT

■ **Dormir dans le quartier de Gregory Peck**
Dans le film, Gregory Peck réside Via Margutta, entre la Villa Medici et la Place d'Espagne. La Maison d'accueil de la Trinité des

Monts, institution religieuse, est idéalement située près de la Place d'Espagne. D'une capacité de 60 lits répartis en 20 chambres de 2, 3 ou 4 personnes, cette pension dispose d'une terrasse avec une vue imprenable sur la ville.
PRATIQUE 50 € la chambre individuelle, 2 nuits minimum, possibilité de repas et de parking.
Piazza Trinità dei Monti, 3.
[HTTP://TRINITADEIMONTI.NET/](http://TRINITADEIMONTI.NET/)